

BOYCOTT CSA IP DU 02/10/2026

A Fleury-Mérogis, le 02 octobre 2026

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Ce jour, un Comité Social d'Administration (CSA) était convoqué au sein du SPIP 91. Fidèle à ses engagements et à la défense des personnels, l'**UFAP UNSa Justice** a fait le choix de la chaise vide.

⚠ **Pourquoi ce boycott ?** Cette décision, ferme et assumée, est la conséquence directe de l'opacité et du mépris de l'administration. Nous n'avons reçu qu'un simple ordre du jour, sans aucun document de travail associé ! Dans ces conditions, il nous est impossible de préparer sérieusement cette instance et de siéger dignement. Ce simulacre de dialogue social ne fait que prolonger les annonces insuffisantes et déconnectées de la direction suite à la forte mobilisation d'hier.

Au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, l'exercice quotidien du métier de CPIP relève d'un numéro d'équilibriste intenable. **Entre saturation chronique et dégradation des conditions de travail, nos missions de prévention de la récidive et de réinsertion ne sont plus qu'une illusion.**

Le SPIP de Fleury refuse de plier et de se taire. C'est stop, et c'est maintenant !

Depuis trop longtemps, les CPIP, les personnels administratifs et les assistants sociaux colmatent les brèches en sacrifiant leur santé physique et psychique, dans une indifférence totale. Le sens de nos missions a été méthodiquement détruit au profit d'un abattage administratif indigne.

L'UFAP UNSa Justice dénonce avec la plus grande fermeté :

- Une politique du chiffre coupée des réalités du terrain, qui bafoue l'accompagnement réel des personnes détenues.
- Des effectifs totalement hors sol et des heures supplémentaires massives non reconnues. Le SPIP de la plus grande prison d'Europe sombre dans le chaos.
- Une surpopulation carcérale galopante qui réduit les agents à de simples gestionnaires de dossiers dans l'urgence permanente.

Malgré nos **alertes répétées** et nos **propositions constructives** portées en bilatérales comme en CSA, **la direction s'obstine dans le mépris et l'immobilisme**. Puisque le dialogue social est piétiné par le silence de l'administration, nous durcissons le ton.

Le bureau départemental UFAP UNSa Justice exige des actes immédiats et non des mesurette :

- Un plan massif et d'urgence de recrutement de CPIP.
- La réévaluation substantielle à la hausse de l'organigramme de référence dès 2027.
- L'interdiction formelle d'ouvrir le CD-MA sans l'apport de moyens humains réels et proportionnés au terrain.
- Un redéploiement équitable des effectifs actuels en fonction de la charge de travail effective des équipes.
- L'officialisation immédiate d'une note de service encadrant la prise en charge en **mode dégradé**. La situation est critique.
- Des décisions fortes et immédiates pour endiguer la surpopulation carcérale.

Pour mémoire, l'organigramme ne prévoit que **71 ETP** de CPIP, un sous-effectif chronique alors que seuls 57 agents sont réellement présents pour faire face à **5 169 détenus** !

Le « Mammouth » qui est le CPFM agonise, non de vieillesse, mais parce qu'on l'affame, qu'on l'asphyxie et qu'on le méprise. Les personnels sont à bout.

L'UFAP UNSa Justice ne se contentera pas de miettes. Dans la continuité directe de la mobilisation actuelle, le rapport de force va s'amplifier et de nouvelles actions durcies seront annoncées sous peu.

Nous maintenons notre exigence d'une rencontre directe avec le Directeur interrégional, dont les conclusions conditionneront nos prochaines étapes.

Que les choses soient claires : si la direction persiste dans son sur-apaisement sourd, l'UFAP UNSa Justice passera à la vitesse supérieure et prendra toutes ses responsabilités !

Le bureau Départemental **UFAP UNSa JUSTICE** du
SPIP de l'Essonne